



CHAPITRE 136

Loi constituant en corporation le "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis"

[Sanctionnée le 10 février 1955]

Préambule.

ATTENDU que la corporation dite "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi de la province de Québec 56 Victoria, chapitre 86, subséquemment modifiée par les lois 1 George V (1911), chapitre 100, et 17 George V, chapitre 108;

Que depuis sa constitution cette corporation s'est beaucoup développée et continue de progresser;

Que les pouvoirs, privilèges et droits de la pétitionnaire ne sont pas suffisamment appropriés aux besoins actuels;

Que la structure corporative de la pétitionnaire et les règles d'exercice de ses pouvoirs ne semblent pas conformes à la réglementation canonique qui régit ses membres lesquels forment la communauté religieuse dite "Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de Lévis", ci-après appelée "la communauté";

Qu'il y a lieu de remplacer la pétitionnaire par une nouvelle corporation dotée de pouvoirs plus appropriés aux fins poursuivies par ses membres;

Que la pétitionnaire a consenti à l'extinction de sa charte et à l'abandon de ses biens à la corporation à être constituée par la présente loi, tel qu'il appert d'une résolution adoptée à une assemblée de son conseil tenue au monastère desdites religieuses Augustines, en la cité de Lévis, au cours du mois d'octobre mil neuf cent cinquante-quatre et confirmée par une

CHAPTER 136

An Act to incorporate the "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis"

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Preamble.

WHEREAS the corporation called "Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis" has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act of the Province of Quebec, 56 Victoria, chapter 86, subsequently amended by the acts 1 George V (1911), chapter 100, and 17 George V, chapter 108;

That, since its incorporation, it has undergone considerable expansion and continues to progress;

That the powers, privileges and rights of the petitioner are no longer adapted to present needs;

That the corporate structure of the petitioner and the rules for the exercise of its powers do not seem to conform to the canonical regulation which governs its members who form the religious congregation called "Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de Lévis", hereinafter called "the congregation".

That it is expedient to replace the petitioner by a new corporation with powers better adapted to the objects pursued by its members;

That the petitioner has consented to the cancellation of its charter and to the transfer of its property to the corporation to be constituted by this act, as appears by a resolution passed at a meeting of its council held in the monastery of the said Augustines, in the city of Lévis, during the month of October, nineteen hundred and fifty-four and confirmed by a meeting

assemblée de ses membres tenue le même jour au même lieu;

Attendu que Son Excellence Mgr Maurice Roy, archevêque du diocèse de Québec, où se trouve le monastère de la pétitionnaire, a donné son assentiment à la présente pétition;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit à ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Corporation constituée.
Nom.

1. Est par la présente loi constituée une corporation ci-après appelée la "corporation" sous le nom de "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis".

Siège social.

2. Le siège social de ladite corporation est en la cité de Lévis.

Membres.

3. Sont de droit membres de ladite corporation les personnes qui sont ou deviendront membres de la communauté religieuse dite Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de Lévis, tant qu'elles demeurent membres de ladite communauté.

Fins.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité, l'assistance et l'hospitalisation.

Pouvoirs corporatifs.

5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et spécialement les suivants:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des hôpitaux, hospices, refuges, lieux de repos, résidences de religieuses, juvénats, noviciats, maison d'éducation, établissements d'enseignement, lieux de retraite, chapelles, centres récréatifs, terrains de jeux, bibliothèques;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

of its members held on the same day at the same place;

Whereas His Excellency Mgr Maurice Roy, Archbishop of the diocese of Quebec, where the monastery of the petitioner is located, has approved this petition;

Whereas it is expedient to grant the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. A corporation, hereinafter called the "corporation", is created by this act under the name of "Monastère des Augustines Hospitalières de Lévis".

Incorporation.
Name.

2. The corporate seat of the said corporation shall be in the city of Lévis.

Corporate seat.

3. The persons who are or shall become members of the religious congregation called Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de Lévis, as long as they shall remain members of the said congregation, are of right members of the said corporation.

Members.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity, welfare and hospitalization.

Objects.

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and especially the following:

Corporate powers.

a. to have a seal and alter it at will;

b. to appear before the courts;

c. to acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

d. to acquire, establish, possess, maintain, administer and manage hospitals, hospices, refuges, rest homes, residences for nuns, juvenates, novitiates, educational and teaching establishments, retreats, chapels, recreational centres, playgrounds, libraries;

e. to bind itself and bind others towards it in any legal manner whatsoever and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommis conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaire;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) établir et maintenir des cimetières sur ses propriétés et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation, en se conformant à la Loi concernant les inhumations et exhumations (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 316);

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, faits sur ses immeubles ou sur ceux dont elle a la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à

f. to borrow money on its credit by any method recognized by the law;

g. to hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property in any way to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. to issue bonds or other titles of indebtedness or securities, and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, in order to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by deed of trust in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), or any act that may replace the latter;

j. to invest its funds in any manner deemed suitable, either directly in its own name or indirectly in the name of trustees;

k. to assist any person pursuing any object similar to one of its own, cede any property, gratuitously or not and make loans to such person, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person;

l. to accept any gift, legacy or other liberality;

m. to acquire, possess, administer and alienate all moveable and immovable property, by all legal methods and under any title whatsoever;

n. to establish and maintain cemeteries on its properties and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 316);

o. to erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects, on its immovables or on those of which it has the enjoyment; and contribute to or aid in any manner in the

l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres et des personnes à son service;

q) vendre, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de ses entreprises et œuvres gratuitement ou pour toute considération jugée appropriée;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à aider à la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui peut paraître de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs;

u) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des œuvres en relation avec ses fins;

v) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs.

erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. to provide for the education, instruction, sustenance and support of its members and of persons in its service;

q. to sell, cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously or for any consideration deemed sufficient;

r. to conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

s. to solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

t. to make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

u. to associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

v. to do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers.

Immeu-
bles.

6. La corporation doit disposer avec diligence des immeubles qui, pendant une période de dix années consécutives, n'ont pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

6. The corporation must diligently dispose of immoveables which, for a period of ten consecutive years, have not been utilized for the pursuit of its objects.

Règle-
ments.

7. La corporation peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant

a) sa régie interne;

7. The corporation may, by by-law, as occasion arises, make, amend and repeal provisions respecting

a. its internal management;

b) la nomination, les fonctions, les devoirs et la rémunération de ses officiers, agents et serviteurs;

c) la constitution, la nomination et la régie de comités exécutifs, de comités spéciaux, d'organismes, de titulaires qui peuvent être constitués ou nommés pour la poursuite de ses fins et auxquels peut être conféré l'exercice en tout ou en partie de ses pouvoirs;

d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;

e) la poursuite, d'une manière générale de ses fins.

Entrée en vigueur. Ces règlements entrent en vigueur sur approbation du visiteur de la corporation.

Fondations.

8. La corporation peut, avec l'autorisation de son visiteur, accepter des fondations pour fins religieuses, charitables ou d'assistance et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal et ministre fiduciaire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.

Patrimoine distinct.

Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré séparément. La corporation, pour chaque tel patrimoine, peut en exercer tous les droits de propriétaire absolu et employer un sceau particulier; elle doit tenir pour chacun une comptabilité distincte en en indiquant la consistance.

Droits de contrôle.

Les droits de contrôle reconnus au visiteur de la corporation par l'article 15 s'appliquent à tout acte posé par cette dernière en exécution des pouvoirs résultant du présent article.

Dots considérées comme fondations.

9. Les dots constituées en faveur de la corporation par ou pour ses membres, tant qu'elles ne sont pas devenues la propriété définitive de cette dernière, sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent et sont administrées comme telles; celles actuellement constituées en faveur de la pétitionnaire doivent aussi être considérées comme de telles fondations.

b. the appointment, functions, duties and remuneration of its officers, agents and servants;

c. the constitution, appointment and management of executive committees, special committees, boards, or officers who or which may be constituted or appointed for the pursuit of its objects and charged with the exercise of all or some of its powers;

d. the administration, management and control of its properties, works and undertakings;

e. the pursuit of its objects generally.

Such by-laws shall come into force upon approval by the visitor of the corporation. Coming into force.

8. The corporation, when authorized by its visitor, may accept endowments for religious, charitable or welfare purposes and consequently receive, as legal depository and fiduciary agent, the property given or transferred by gift, will or otherwise, by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets. Endowments.

The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately. The corporation may exercise all the rights of absolute owner and use a special seal for each patrimony; it must keep a separate account for each showing the composition thereof. Distinct patrimony.

The rights of control vested in the visitor of the corporation by section 15 shall apply to all acts done by the latter in the exercise of the powers resulting from this section. Rights of control.

9. Settlements constituted in favour of the corporation by or for its members, as long as they have not become the permanent property of such corporation, shall be considered as endowments made under the preceding section and shall be administered as such; those now constituted in favour of the petitioner must also be considered as such endowments. Settlements considered as endowments.

Autorisation
requis.

10. La corporation doit être préalablement et spécialement autorisée par son visiteur pour exercer tant pour son patrimoine propre que pour celui des fondations, les pouvoirs suivants:

a) Le pouvoir d'acquérir ou d'aliéner des immeubles;

b) le pouvoir de faire de nouvelles constructions;

c) le pouvoir d'établir, d'acquérir, d'aliéner ou d'abandonner une œuvre ou entreprise;

d) le pouvoir d'accepter les fondations visées à l'article 8;

e) les pouvoirs énoncés aux paragraphes g, h, i, j, k, n, q, r, s, t et u de l'article 5.

10. The corporation must be previously and specially authorized by its visitor to exercise in respect of either its own assets or those of endowments, the following powers:

a. The power to acquire or to alienate immovables;

b. the power to erect new constructions;

c. the power to establish, acquire, alienate or abandon a work or undertaking;

d. the power to accept the endowments referred to in section 8;

e. the powers enumerated in paragraphs g, h, i, j, k, n, q, r, s, t and u of section 5.

Author-
ization
required.

Modifica-
tions au-
torisées.

11. La corporation autorisée à cette fin par son visiteur, peut modifier l'endroit de son siège social, lequel doit être fixé en la province; avis est donné au secrétaire de la province de telle modification, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

11. The corporation, when authorized to do so by its visitor, may change the place of its corporate seat, which must be located in the province. Notice shall be given to the Provincial Secretary of such change, and such notice shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Changes
author-
ized.

Fonds
d'amortis-
sement.

12. La corporation doit pourvoir à un fonds d'amortissement pour toute émission de bons ou d'obligations qu'elle peut consentir et qui n'est pas payable par annuités.

12. The corporation must provide for a sinking-fund for any issue of bonds or debentures which it may make and which is not payable by annual instalments.

Sinking-
fund.

Certificat.

Tous bons et obligations, de la corporation pour la lier, doivent comporter un certificat scellé du sceau propre du visiteur et signé par ce dernier ou par son délégué, attestant que leur émission a été dûment autorisée par les autorités requises et qu'elle est à toutes fins régulière; tout tel bon ou obligation comportant un tel certificat est incontestable pour quelque cause que ce soit. Le visiteur et son délégué n'encourent aucune responsabilité à raison de ce que contenu en un tel certificat.

Such bonds and debentures, to be binding on the corporation, must include a certificate, under the proper seal of the visitor and signed by him or his delegate, attesting that the issue thereof has been duly authorized by the required authorities and is in every way regular; every such bond or debenture bearing such certificate shall be incontestable, for any cause whatsoever. The visitor and his delegate shall not incur any responsibility for the contents of such certificate.

Certifi-
cate.

Copie.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party and any person interested may refer to such copy and make extracts therefrom at any time and without cost.

Copy.

Visiteur.

13. Le visiteur de la corporation est le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain de Québec ou toute personne désignée comme visiteur par tel clerc.

13. The visitor of the corporation shall be the clergyman for the time being acting as Roman Catholic Bishop of Quebec or any person appointed as visitor by such clergyman.

Visitor.

Visiteur.

Au cas de division, de modification des limites ou de translation du siège du diocèse de Québec, ou, au cas de modification du siège social de la corporation, le visiteur de la corporation est le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain de la division ecclésiastique comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, ou toute personne désignée comme visiteur par tel clerc.

In the event of a division, change in the limits or translation of the seat of the diocese of Quebec, or, in the event of a change of the corporate seat of the corporation, the visitor of the corporation shall be the clergyman for the time being acting as Roman Catholic Bishop of the ecclesiastical division comprising within its limits the place of the corporate seat of the corporation, or any person appointed as visitor by such clergyman.

Visitor.

Pouvoirs.

14. Le visiteur peut en tout temps visiter la corporation et se rendre compte de tout ce qui concerne l'administration et la régie de ses œuvres et entreprises. Il peut, mais sans affecter les droits des tiers, l'obliger à faire tout ce qu'il juge utile ou nécessaire pour la régie, l'administration et le perfectionnement de telles œuvres et entreprises et à cesser de faire tout ce qu'il juge inapproprié ou non nécessaire pour telles fins.

14. The visitor may visit the corporation at any time and satisfy himself as to all matters respecting the administration and management of its works and undertakings. He may, but without affecting the rights of third parties, oblige it to do whatever he deems useful or necessary for the management, administration and improvement of such works and undertakings and to discontinue anything which he deems inappropriate or unnecessary for such purposes.

Powers.

Biens.

15. La corporation ne poursuivant aucun but lucratif, les biens qu'elle possède dans l'unique but de lui faciliter l'obtention des biens nécessaires à la subsistance, nourriture, entretien de son personnel et des personnes reçues en son institution ou dans le but de loger ses aides et employés, sont considérés comme biens possédés pour les fins pour lesquelles la corporation a été constituée et jouissant des privilèges propres à de tels biens.

15. The corporation pursuing no pecuniary gain, the property held by it with the sole object of enabling it to acquire the property necessary for the subsistence, nourishment and maintenance of its members and of persons received in its institution or for the purpose of lodging its staff and employees, shall be considered as property held for the objects for which the corporation has been established and shall enjoy the privileges pertaining to such property.

Property.

Désignation des membres.

16. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné pour toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

16. Any member of the corporation may designate herself and be designated for all purposes by the name she bears in religion.

Designation of members.

Représentant des membres.

17. La corporation est le représentant de ses membres et peut, en son nom corporatif, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité

17. The corporation is the representative of its members and may in its corporate name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity

Representative of members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

a. exercise their judicial recourse where proceedings have not been commenced;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue suits com-

par eux, malgré leur capacité de la continuer.

menced by them despite their capacity to continue the same.

Membres. 18. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution; il ne peut non plus réclamer de la corporation, s'il cesse d'être membre de la communauté, de compensation pour le travail accompli alors qu'il était membre de la communauté.

Members. 18. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, on ceasing to be a member of the congregation, any compensation for work done while she was a member of the congregation.

Pouvoirs du conseil. 19. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par son conseil.

Powers of council. 19. The rights and powers of the corporation shall be exercised by its council.

Composition. Ce conseil est composé des membres de la communauté exerçant à l'occasion la fonction de supérieure, d'assistante, de maîtresse des novices et de conseillère de ladite communauté. Mais ce conseil peut modifier à l'occasion sa composition par règlement soumis à l'approbation du visiteur de la corporation.

Composition. Such council shall be composed of the members of the congregation acting for the time being as superior, assistant, mistress of novices and counsellor of the said congregation. But the council may on occasion change its composition by by-law subject to approval by the visitor of the corporation.

Carence de membres. Au cas de carence de membres du conseil, les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par son visiteur.

Default of members. In default of members of the council, the rights and powers of the corporation shall be exercised by its visitor.

Déclaration. 20. La corporation doit produire au greffe du district de la Cour supérieure où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

Declaration. 20. The corporation shall file in the office of the Superior Court of the district where its corporate seat is situated a declaration, containing the information provided for in the subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar statement in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Registre et contenu. 21. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant

Register and contents. 21. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre et de chaque visiteur de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son admission ou de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre ou d'exercer sa fonction;
- d) les nom, prénoms et occupation de chaque membre du conseil de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'être membre du conseil;

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in the exercise of the powers conferred by this act;
- c. the surname, Christian names, nationality, address and occupation of every member, and of every visitor of the corporation, indicating, as regards each, the date of his admission or entry into office and the date when he ceased to be a member or to hold office;
- d. the surname, Christian names and occupation of every member of the council of the corporation, indicating, as regards each, the date of her entry into office and the date when she ceased to be a member of the council;

e) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

f) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le montant capital, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Preuve.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui y est énoncé; il en est de même des extraits scellés du sceau de la corporation et certifiés par la secrétaire de la corporation.

Extraits.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, extrait certifié.

Preuve de membre.

22. Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec ou, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit du siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Cession autorisée.

23. La corporation est autorisée à céder aux conditions qu'elle fixe, gratuitement ou non, à l'Hôtel-Dieu de Lévis, corporation constituée par le statut 3-4 Elizabeth II, chapitre (bill no 132), les biens ou partie d'iceux servant à l'hôpital qu'elle exploite en la cité de Lévis la corporation pétitionnaire.

Dissolution.

24. Le secrétaire de la province, à la requête de la corporation approuvée par le visiteur de cette dernière, peut déclarer la corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixtième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation, après paiement de ses obligations, sont dévolus à son visiteur.

Dispositions abrogées.

25. La loi 56 Victoria, chapitre 86 et les lois qui l'ont modifiée, soit les lois 1 George V (1911), chapitre 100, et 17 George V, chapitre 108, sont abrogées. La corporation dite Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis, constituée par les-

e. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

f. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal sum, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts sealed with the seal of the corporation and certified by the secretary of the corporation.

Any person interested may consult them and obtain certified extracts therefrom at his own expense.

22. A certificate of the chancellor of the archbishopric of Quebec or of the diocese comprising in its limits the place of the corporate seat of the corporation shall constitute proof for all purposes, that a person is a member of the corporation, is a member of its council or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

23. The corporation is authorized to cede on the conditions fixed by it, gratuitously or not, to l'Hôtel-Dieu de Lévis, a corporation constituted by the statute 3-4 Elizabeth II, chapter (bill No. 132), the property or part thereof used as the hospital operated by the petitioning corporation in the city of Lévis.

24. The Provincial Secretary, upon petition by the corporation authorized by its visitor, may declare the corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its obligations, shall revert to the visitor thereof.

25. The act 56 Victoria, chapter 86 and the acts amending it, to wit 1 George V (1911), chapter 100, and 17 George V, chapter 108, are repealed. The corporation called Les Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis, constituted by the said repealed

dites lois abrogées, est dissoute et tous les actes, décisions, obligations, acquisitions et aliénations de ladite corporation sont déclarés à toutes fins valides, obligatoires et légaux.

Succes-
sion.

La corporation constituée par la présente loi succède à ladite corporation éteinte, est saisie et déclarée propriétaire des biens détenus par cette dernière et est tenue de ses dettes et obligations; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation présentement constituée et toutes procédures qui auraient pu être commencées par ou contre telle corporation éteinte peuvent être valablement commencées ou continuées par ou contre la corporation présentement constituée.

Enregis-
trement
requis.

La corporation doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement aux bureaux d'enregistrement de la situation de ses immeubles, une déclaration alléguant la transmission de biens résultant de la présente loi et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transportés.

acts, is dissolved and all the acts, decisions, obligations, acquisitions and alienations of the said corporation are declared valid, binding and legal for all purposes.

The corporation constituted by this act succeeds the said dissolved corporation, is seized and declared owner of the property held by the latter and is responsible for its debts and obligations; any disposal of property made in favour of the dissolved corporation is deemed to be made to the corporation hereby constituted and all proceedings which might have been commenced by or against such dissolved corporation may be validly commenced or continued by or against the corporation presently constituted.

Succes-
sion.

The corporation shall cause to be registered, in conformity with the laws respecting registration, in the registry offices of the localities where its immovables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing, according to law, the immovables so transmitted.

Registra-
tion re-
quired.

Lettres
patentes
émises sur
requête.

26. Le lieutenant-gouverneur, sur la requête de la corporation approuvée par son visiteur, peut émettre sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation pour les fins décrites à l'article 4 ou pour l'une ou plusieurs d'icelles, avec les droits, pouvoirs et privilèges mentionnés en la requête et aux conditions y énoncées, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de ladite communauté; un avis de l'émission de telles lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Contenu
de la
requête.

La requête doit établir la ou les fins de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés en la présente loi dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de son membre ou, selon le cas de ses membres et de ses administrateurs.

Lettres
patentes
supplé-
mentaires.

Le lieutenant-gouverneur, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article autorisée par son visiteur ou, si elle n'en possède pas, par l'évêque ayant juridiction au lieu de son siège social, peut par lettres patentes

26. The Lieutenant-Governor, upon petition by the corporation approved by its visitor, may issue letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for the purposes mentioned in section 4 or for one or more of the same, including the rights, powers and privileges mentioned in the petition and on the conditions therein mentioned, any house, province, council, committee officer, board or undertaking of the said congregation. Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Lettres
patent
issued
upon
petition.

The petition shall state the object or objects of the corporation, its corporate seat, the powers rights and privileges mentioned in this act which it is to possess, the rules for the exercise of its powers and for the appointment of its member or as the case may be members and of its administrators.

Contents
of peti-
tion.

The Lieutenant-Governor, upon the petition of a corporation incorporated under the authority of this section and authorized by its visitor or, if it has no visitor, by the bishop having jurisdiction at the place of its corporate seat,

Supple-
mentary
letters
patent.

supplémentaires modifier les fins et pouvoirs de telle corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice; avis de l'émission de ces lettres patentes est aussi publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-
tion.

Le secrétaire de la province, à la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article autorisée par son visiteur ou, si elle n'en possède pas, par le visiteur de la corporation constituée par la présente loi, peut déclarer telle corporation dissoute; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du soixantième jour de la publication d'un avis à telle fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de dissolution les biens de telle corporation, après paiement de ses obligations, reviennent à la corporation constituée par la présente loi.

Entrée en
vigueur.

27. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

may by supplementary letters patent alter the objects and powers of such corporation as well as the rules established for exercising the same; notice of the issuing of such letters patent shall also be published in the *Quebec Official Gazette*.

The Provincial Secretary, upon the petition of a corporation incorporated under the authority of this section and authorized by its visitor or, if its has no visitor, by the visitor of the corporation incorporated by this act, may declare such corporation dissolved; such dissolution shall take effect only from and after the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In case of dissolution, the property of such corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act.

Dissolu-
tion.

27. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.